

Déclaration à l'occasion de la journée des coutumes et traditions

Ce 15 mai 2024, notre pays célèbre la première journée des communautés.

Le mouvement SENS salue la tenue de cette journée instituée pour valoriser la religion traditionnelle et nos coutumes ancestrales. Aussi voudrait-il saisir cette occasion pour rappeler quelques valeurs traditionnelles fortes qui doivent être le socle de notre nation et dont le respect dans le contexte actuel est nécessaire si nous voulons que nos prières soient agréées. Il appartient aux gardiens de nos traditions ancestrales positives de veiller au respect de ces valeurs pour que ces journées prennent tout leur sens et ne soient pas qu'un simple folklore.

La première de ces valeurs est la justice entendue au sens large, non seulement comme rejet de l'injustice et du mal, mais aussi au sens du culte du bien et du vrai, de ce qui est correct et juste. En effet, dans nos traditions et nos cultures, il ne faut jamais laisser persister le mal, l'injustice et le mensonge. Comme l'expliquait le Pr Joseph KI ZERBO dans son livre testament « A quand l'Afrique », « le mal est conçu [en Afrique] comme une rupture d'équilibre. Et si l'on n'y remédie pas, non seulement celui qui a commis le mal, mais toute la société, voire le cosmos, en souffre ». Or dans notre pays aujourd'hui, sous prétexte de la lutte contre le terrorisme ou l'impérialisme, trop de mal et trop d'injustices sont commis. Du sang souvent innocent est versé volontairement ou involontairement, des atteintes graves sont portées contre des concitoyens.

Peuple du Burkina Faso, l'autre valeur ancestrale forte qu'il convient de souligner est la cohésion sociale et l'unité. Nos traditions reconnaissent la cohésion sociale comme étant un ciment indispensable pour la vie en société. Ainsi, il vous sera difficile de trouver dans l'histoire de nos chefferies, des Grands chefs qui aient eu des lauriers du fait qu'ils ne soignaient pas la cohésion sociale de leurs communautés. Quel chef a été célébré pour avoir affirmé « ne pas être venu pour réunir toute sa communauté » ? Quel Naaba a été honoré dans l'histoire pour avoir divisé les habitants de son royaume en patriotes et apatrides, même en temps de guerre ?

Malheureusement, nous observons tout cela avec le MPSR 2 où les Burkinabè sont catégorisés (en patriotes et apatrides), d'autres encore menacés de mort en plein jour, ou encore arbitrairement enlevés et séquestrés, en raison de leurs opinions, etc. Une chose inimaginable dans nos sociétés anciennes. Au contraire, dans cette Afrique ancienne, il y avait un personnage qu'on appelait le « fou du roi ». Ce n'était pas un griot comme un autre, car il pouvait et devait dire la vérité au roi sans encourir ni menaces, ni sanctions. Avec le MPSR 2 qui annonce, vouloir magnifier

la tradition, ses pratiques démontrent inversement qu'on ne peut avoir des avis contraires sans être traités d'apatrides.

Des millions de Burkinabè sont solidaires des victimes des massacres causés par les groupes terroristes. Ils sont également solidaires de Moussa THIOMBIANO dit Django qui a été enlevé le 25 mars 2023, de l'imam Mahamadou DIALLO enlevé le 28 avril 2023, du diplomate Clément OUEDRAOGO, de Younoussa SANFO, de Mathias OUEDRAOGO et ses camarades du GVC, de Anselme KAMBOU, de Gérard SANOU, de Evrard SOMDA et de tous les militaires enlevés et séquestrés, de Guy Hervé KAM enlevé le 24 janvier 2024, etc.

Dans nos traditions ancestrales, et ce depuis l'Égypte des pharaons, la prison et l'institution carcérale n'existent pas ! Or tout récemment en conseil des ministres, une décision a été prise d'ouvrir de nouveaux centres de détention pour y enfermer des concitoyens critiques. Cela n'est pas conforme à l'esprit de nos traditions ancestrales.

De même, on n'humilie pas des personnes âgées quoi qu'elles aient fait dans nos traditions. Pourtant on a vu récemment un homme de plus de 70 ans être enlevé et amené au front pour y être humilié pendant que de nombreux jeunes gens essaient en vain d'être enrôlés volontairement pour aller combattre. Il s'agit là de déviances graves auquel il faut mettre fin, par respect pour nos traditions humanistes.

Enfin, dans toutes nos sociétés, les dirigeants sont assujettis à des règles coutumières sans lesquelles ils ne peuvent gouverner. Mais sous le régime du MPSR2, les règles qui gouvernent la société ne sont plus applicables aux dirigeants et leurs soutiens inconditionnels. Ils ne respectent plus les décisions de justice quand celles-ci vont à l'encontre de leur volonté, désirs ou intérêts. Ils croient davantage à la loi de la force qu'à celle du droit...Les soutiens inconditionnels peuvent manifester, insulter, diffamer quand ils veulent. Les autres n'ont pas ce droit !

Au regard de tout ce qui précède, il convient de rappeler au MPSR 2 que la lutte contre le terrorisme et pour la reconquête des territoires ne peut servir de prétexte pour ériger la terreur en mode de gouvernance.

Cela est inadmissible au regard de nos valeurs traditionnelles de liberté, de vérité, de justice et de cohésion sociale.

Nous appelons par conséquent :

- Le Président de la transition, sous les auspices de ces journées, au respect de la parole donnée et du serment qu'il a prêté. La parole est sacrée en Afrique « l'homme bien né préfère la ruine de son champ à celle de sa parole » nous enseigne la sagesse ;
- Les légitimités traditionnelles à faire du 15 mai 2024 une journée de la vérité pour mettre fin à toutes les injustices et à tous les maux dont la persistance rendra vaines toutes nos prières et tous nos efforts.

Un proverbe de chez nous dit bien que « le mauvais vieux est celui qui voit [ce qui ne va pas] et ne le dit pas ». Puisse nos légitimités traditionnelles ne pas être de mauvais vieux mais des guides pour contribuer efficacement à la survie de notre pays.

Bonne célébration de la journée des communautés et de nos valeurs ancestrales !

Ouagadougou, le 13 mai 2024
La Coordination Nationale